

INFORMATIONS CLES POUR L'INVESTISSEUR

FIP PME 974 N°5

« Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce FIP. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non ».

Codes ISIN : Parts A : FR0013262524 - Parts B : FR0013262532
Fonds d'investissement de proximité soumis au droit français
Société de gestion : Apicap

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Description des objectifs et de la politique d'investissement du Fonds¹ :

L'objectif du Fonds est de proposer une perspective de plus-value à long terme sur un portefeuille de participations investi à hauteur de 70 % de l'actif dans des titres de PME (i) disposant d'un fort potentiel de croissance, selon l'avis de l'équipe de gestion, dans certains secteurs représentatifs de l'économie locale (ex : industrie, tourisme, certaines activités de services), (ii) répondant aux critères établis à l'article L. 214-31 du Code monétaire et financier, (iii) permettant de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu de 38 % visée à l'article 199 terdecies-0 A VI ter A du Code général des impôts et de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune de 50 % visée à l'article 885-0 V bis du Code général des impôts, et (iv) exerçant leurs activités exclusivement dans des établissements situés dans la Zone Géographique composée (i) du département d'Outre-Mer de la Réunion pour 50 % maximum de l'actif du Fonds et (ii) des autres départements d'Outre-Mer, ainsi que de Saint Barthelemy et de Saint Martin, pour 20 % minimum de l'actif du Fonds.

Le Fonds investira dans des secteurs d'activité variés, les secteurs les plus porteurs d'ores et déjà identifiés par la Société de Gestion étant l'énergie, le tourisme, l'agroalimentaire, les télécommunications, l'infrastructure.

Dans cette optique, l'objectif de gestion du Fonds sur la fraction de l'actif incluse dans le quota de 70 % est d'aboutir à la valorisation de ses investissements par la cession des participations en PME, notamment dans le cadre de cessions industrielles, d'introductions en bourse de PME du portefeuille du Fonds qui ne sont pas déjà cotées, ou à l'occasion de l'entrée de nouveaux investisseurs reprenant les investissements réalisés par le Fonds.

Concernant la Fraction d'Actif Hors Quota, soit au maximum 30 % de l'actif du Fonds, l'objectif de la Société de Gestion est d'effectuer une gestion diversifiée, non indicielle, fonction des opportunités de marché.

Caractéristiques essentielles du fonds :

• *Principales catégories d'instruments financiers dans lesquelles le Fonds peut investir, s'agissant de la fraction d'actif dans le quota de 70 % :*

- des actions de sociétés non admises à la négociation sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger ;
- des parts de SARL ayant leur siège social en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale ;
- des titres donnant accès au capital social de sociétés non admis à la négociation sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger tels que des obligations convertibles, des obligations remboursables en actions, ou des obligations avec bons de souscription d'actions ;
- des avances en compte courant consenties, pour la durée de l'investissement réalisé, à des sociétés, elles-mêmes éligibles au quota de 70 %, dans lesquelles le Fonds détient au moins 5 % du capital, dans la limite de 15 % de l'actif du Fonds ;

- des titres admis sur un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

L'actif du Fonds est par ailleurs constitué, pour 40 % au moins, de titres ou parts reçus en contrepartie de souscriptions au capital, de titres reçus en remboursement d'obligations et de titres reçus en contrepartie d'obligations converties de PME (et donc à hauteur de 30 % maximum en obligations convertibles ou d'avances en compte courant de sociétés).

• *Le type de gestion retenu par le Fonds :*

bien que le Fonds se réserve la possibilité d'investir à tous les stades de développement d'une entreprise, y compris au stade dit « d'amorçage » ou de « démarrage », la politique d'investissement sera orientée prioritairement vers des opérations d'investissement concernant des PME répondant aux critères mentionnés ci-dessus et :

- dont le « business model » est déjà éprouvé ;
- disposant de performances historiques réelles ;
- réalisant déjà un chiffre d'affaires ;
- disposant d'un portefeuille de clients ; et
- dotées de leviers de croissance clairement identifiés.

A titre indicatif et informatif, le montant des investissements du Fonds dans une même PME sera généralement compris entre 0,1 % et 10 % de l'actif du Fonds.

L'objectif est de détenir en cours de vie du Fonds, une quinzaine de participations environ dans des PME.

Le Fonds pourra être amené à conclure des pactes d'actionnaires qui peuvent prévoir un plafonnement du prix de cession des actions de la société cible. Ainsi, dans le cas d'un scénario optimiste (valorisation de la société à +100%), une telle clause viendrait plafonner la performance des actions à un seuil déterminé à l'avance (par exemple +10%) alors qu'un investissement sans ce mécanisme aurait permis de profiter pleinement de la hausse. L'investisseur doit être conscient que l'utilisation par le Fonds de ce type de mécanisme est de nature à limiter la plus-value potentielle du Fonds, alors que ce dernier reste exposé à un risque de perte en capital si l'investissement évoluait défavorablement. Il n'existe pas de seuil minimum de plafonnement, ce dernier étant négocié avec la société cible et pouvant être inférieur au montant utilisé dans l'exemple.

• *Principales catégories d'instruments financiers dans lesquelles le Fonds peut investir la trésorerie du Fonds en cours de vie :*

- gestion de la trésorerie avant investissement :
 Dans l'attente de leur investissement, les sommes collectées seront notamment investies en parts ou actions d'OPC de nature monétaire et en instruments du marché monétaire (ex : BMTN, billets de trésorerie).
- gestion de la Fraction d'Actif Hors Quota, et de la trésorerie issue des revenus et plus-values générés par les participations dans les PME en portefeuille, en cours de vie du fonds et lors de la phase de désinvestissement :
 Le Fonds investira de manière dynamique (i) principalement en titres de capital ou donnant accès au capital de sociétés cotées ou non cotées, en OPC conformes à la directive 2009/65/CE dont l'actif pourrait être composé notamment d'instruments du marché monétaire, de titres de

¹ Les termes qui comportent une majuscule ont le sens qui leur est donné dans le Règlement du Fonds.

créance et d'actions (exposition possible aux matières premières) et qui pourront être gérés par une société de gestion liée à la Société de Gestion et (ii) accessoirement dans d'autres classes d'actifs telles que des titres de créance, et des instruments monétaires en direct, selon les modalités exposées en détail à l'article 3.2 (iii) du Règlement du Fonds.

Les OPC utilisés appartiendront aux classes suivantes : « Actions françaises », « Actions des pays de la zone euro », « Actions des pays de l'Union européenne », « Obligations et autres titres de créances internationaux », « Monétaires », « Monétaires court terme » et « OPC Diversifiés ».

• **Phases de vie du Fonds :**

- phase d'investissement en titres de PME (hors opérations financières liées à la restructuration et à la cession d'une participation) : six années maximum à compter de la Date de Constitution du Fonds (31/12/2023 au plus tard) ;
- phase de désinvestissement et liquidation : une à trois années maximum en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds (31/12/2024 au 31/12/2027 au plus tard) ;
- Clôture de la liquidation : 31/12/2027 au plus tard.

• **Durée de blocage :**

les avoirs de l'Investisseur sont bloqués par principe pendant 7 ans à compter de la Date de Constitution du Fonds (soit jusqu'au 31/12/2024 au plus tard), durée le cas échéant prorogée sur décision de la Société de Gestion pour une durée maximum de trois (3) fois un (1) an (soit jusqu'au 31/12/2027 au plus tard).

Cependant, à titre exceptionnel, les demandes de rachat de Parts A seront acceptées pendant la durée de vie du Fonds, en ce compris pendant la période de préliquidation le cas échéant, si elles sont justifiées par l'une des situations suivantes :

- licenciement du Porteur de Parts ou de son conjoint soumis à une imposition commune ;
- invalidité du Porteur de Parts ou de son conjoint soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale ; ou
- décès du Porteur de Parts ou de son conjoint soumis à une imposition commune.

S'agissant des Parts B, les Porteurs de Parts ne pourront en obtenir le rachat qu'après que les Parts A émises ont été rachetées en totalité.

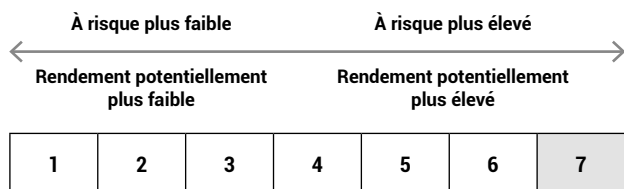
• **Affectation des résultats :**

Distribution de revenus : La Société de Gestion capitalisera annuellement l'intégralité des revenus du Fonds pendant toute la durée de vie du Fonds, sauf à décider exceptionnellement une distribution après la période d'indisponibilité fiscale de cinq ans.

Recommandation : ce Fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport dans les 10 ans de leur souscription.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT

• **Indicateur de risque du Fonds :**



Cet indicateur de risque et de rendement reflète l'interaction des différents facteurs de risque auxquels est soumis le Fonds (perte en capital, sous-performance, actions, investissement dans des titres non cotés, etc.), et dont la liste détaillée figure dans le Règlement du Fonds, aux pages 12 à 15. L'Investisseur est invité à prendre connaissance de l'article 3.3 du Règlement intitulée « Profil du risque du Fonds » avant toute souscription dans le Fonds.

Le Fonds est classé dans la catégorie 7 dans la mesure où un investissement dans le Fonds comporte un risque significatif de perte en capital du fait de son investissement en titres non cotés. Rien ne garantit en effet que le Fonds atteindra ses objectifs de rendement ni que les sommes investies seront recouvrées.

• **Risques importants pour le Fonds non pris en compte dans l'indicateur :**

Risque de liquidité : Il est rappelé que le marché des sociétés non cotées est le plus souvent un marché de gré à gré ne permettant pas une liquidité immédiate ou qui ne permettrait pas de réaliser la cession au prix attendu par le Fonds, ce qui peut avoir un impact négatif sur la performance globale du Fonds. La Société de Gestion pourra donc éprouver des difficultés à céder les titres des PME en portefeuille dans les délais et les niveaux de prix souhaités, si aucun des actionnaires ou associés des PME ne souhaite racheter les titres ou si aucun tiers ne souhaite se porter acquéreur de ces titres.

Le risque de liquidité concerne également les titres négociés sur un marché non réglementé (Alternext ou Marché Libre). Ces marchés ne présentent pas la même liquidité que les marchés réglementés.

Risque de crédit : Le risque de crédit peut se produire lorsqu'un émetteur ne peut plus faire face à ses échéances, c'est-à-dire au paiement des coupons, et au remboursement du capital à l'échéance. Cette défaillance pourrait amener la Valeur Liquidative du Fonds à baisser, étant entendu que la Société de Gestion de Portefeuille fera en sorte de minimiser ce risque en portant une attention particulière à la qualité et la solidité financière des émetteurs dans lesquels l'actif du Fonds sera investi directement ou indirectement.

FRAIS, COMMISSIONS ET PARTAGE DES PLUS-VALUES

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du Fonds, y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Répartition des taux de frais annuels moyens (TFAM) maximaux gestionnaire et distributeur par catégorie agrégée de frais

Le Taux de Frais Annuel Moyen (TFAM) gestionnaire et distributeur supporté par le souscripteur est égal au ratio, calculé en moyenne annuelle, entre :

- le total des frais et commissions prélevés tout au long de la vie du Fonds, y compris prorogations, telle qu'elle est prévue dans son Règlement ;
- et le montant des souscriptions initiales totales définies à l'article 1 de l'arrêté du 10 avril 2012.

Ce tableau présente les valeurs maximales que peuvent atteindre les décompositions, entre gestionnaire et distributeur, de ce TFAM.

Catégorie agrégée de frais	Taux maximaux de frais annuels moyens (TFAM maximaux)	
	TFAM gestionnaire et distributeur maximal	dont TFAM distributeur maximal
Droits d'entrée et de sortie ⁽¹⁾	0,50 %	0,50 %
Frais récurrents de gestion et de fonctionnement	3,70 %	1,40 %
Frais de constitution	0,01 %	Néant
Frais de fonctionnement non-récurrents liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des participations	0,20 %	Néant
Frais de gestion indirects	0,29 %	Néant
Total	4,70 %	1,90 %

(1) Les droits d'entrée sont payés par le souscripteur au moment de sa souscription. Ils sont versés au distributeur pour sa prestation de distribution des parts du Fonds. Il n'y a pas de droits de sortie.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez vous référer aux pages 41 à 47 du Règlement du Fonds, disponible sur simple demande auprès de la Société de Gestion.

Modalités spécifiques de partage de la plus-value (« carried interest »)

Description des principales règles de partage de la plus-value (« carried interest »)	Abréviation ou formule de calcul	Valeur
Pourcentage des Produits et Plus Values Nets de charges du Fonds attribué à des Parts dotées de droits différenciés dès lors que le nominal des parts A aura été remboursé au souscripteur	PVD	20 %
Pourcentage minimal du montant des souscriptions initiales totales que les Porteurs de Parts dotées de droits différenciés doivent souscrire pour bénéficier du pourcentage (PVD)	SM	0,25 %
Pourcentage de rentabilité du Fonds qui doit être atteint pour que les Porteurs de Parts dotées de droits différenciés puissent bénéficier du pourcentage (PVD)	RM	100 %

Rappel de l'horizon temporel utilisé pour la simulation : sur la durée de vie maximum du fonds soit 10 ans.

Commission normalisée, selon trois scénarios de performance, entre le montant des Parts A souscrites par le souscripteur, les frais de gestion et de distribution et le coût pour le souscripteur du « carried interest »

Scénarios de performance (évolution du montant des parts A souscrites depuis la souscription, en % de la valeur initiale)	Montants totaux, sur toute la durée de vie du Fonds (y compris prorogations), pour un montant initial de Parts A souscrites de 1000 dans le Fonds			
	Montant initial des Parts A souscrites	Total des frais de gestion et de distribution (hors droits d'entrée)	Impact du « carried interest »	Total des distributions au bénéfice du souscripteur de parts A lors de la liquidation (nettes de frais)
Scénario pessimiste : 50 %	1 000	420	0	80
Scénario moyen : 150 %	1 000	420	16	1 064
Scénario optimiste : 250 %	1 000	420	216	1 864

Attention, les scénarios ne sont donnés qu'à titre indicatif et leur présentation ne constitue en aucun cas une garantie sur leur réalisation effective. Ils résultent d'une simulation réalisée selon les normes réglementaires prévues à l'article 5 de l'arrêté du 10 avril 2012 pris en application du décret n°2012-465 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du CGI.

Le calcul est réalisé sur la base d'un montant initial de Parts A souscrites hors droits d'entrée de 1 000 euros.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dépositaire :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)

- Lieu et modalités d'obtention d'information sur le Fonds (règlement/ rapport annuel/composition d'actif) :

Le DICI ainsi que les documents d'information à l'attention des Porteurs de Parts sont disponibles sur le site internet de la Société de Gestion : www.apicap.fr ou sur demande auprès de la Société de Gestion. Le Règlement peut être obtenu sur simple demande adressée à la Société de Gestion.

- Lieu et modalités d'obtention d'autres informations sur les autres catégories de parts :

Il existe deux catégories de parts A et B conférant chacune des droits différents à leurs porteurs. Pour plus d'information sur les catégories de parts, veuillez-vous référer aux articles 6.2 à 6.4 du Règlement du fonds, disponible sur simple demande adressée à la Société de Gestion.

- Lieu et modalités d'obtention d'autres informations pratiques notamment sur la Valeur Liquidative :

Les Valeurs Liquidatives des Parts A et des Parts B sont affichées dans les locaux de la Société de Gestion et communiquées à l'Autorité des Marchés Financiers et à tout Porteur de Parts à sa demande dans les huit (8) jours de son établissement.

Toute information complémentaire pourra être obtenue auprès du service Back/Middle-Office - APICAP - par téléphone au +33 (1) 82 28 18 29 ou par courriel à l'adresse suivante : serviceclients@apicap.fr.

- Fiscalité :

Chaque Investisseur devra vérifier, en fonction de sa situation personnelle, s'il respecte les conditions d'application des régimes fiscaux de faveur susceptibles de s'appliquer en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur la fortune aux personnes physiques qui souscrivent des Parts A du Fonds.

Il est toutefois précisé que le Fonds étant investi conformément aux dispositions des articles L. 214-28 et L. 214-31 du Code Monétaire et Financier et des articles 199 terdecies-0 A VI ter A et 885-0 V bis du Code général des impôts (CGI), il peut permettre, sous certaines conditions et dans certaines limites, aux Investisseurs personnes physiques Porteurs de Parts A de bénéficier des avantages fiscaux prévus aux articles 150-0 A III du CGI et 163 quinquies B du CGI, de la réduction d'IR prévue à l'article 199 terdecies-0 A VI ter A du CGI et de la réduction d'ISF prévue à l'article 885-0 V bis du CGI.

La Société de gestion attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de l'agrément par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

La responsabilité de la Société de Gestion, APICAP, ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du Règlement du Fonds.

Le Fonds est agréé par l'AMF et réglementé par l'AMF.

APICAP est agréée par la France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 17 juillet 2017.



APICAP

APICAP - 2, rue Goethe - 75116 Paris - Tél. : 33 (0)1 82 28 18 00 - Fax : 33 (0)1 82 28 18 01 - www.apicap.fr
Société de gestion de portefeuille - agrément AMF n° GP 01-033 - SAS au capital de 364 338 € - RCS Paris B 438 749 962